

# Résolution pour une réelle augmentation de 2% de la PSU pour 2025 dans toutes les crèches de France

*Cette résolution a été adoptée le 12 décembre 2025 par le comité de filière à l'unanimité moins une abstention.*

Le 2 juillet dernier, le Comité de filière Petite Enfance a adopté une résolution pour un deuxième budget rectificatif du Fonds national d'action sociale 2025 portant mesure d'urgence économique pour les EAJE de France.

Plus précisément, la résolution adoptée à la quasi-unanimité demandait « *la réaffectation de 200 millions d'euros non consommés en 2025 au bénéfice d'une **augmentation exceptionnelle de 2 % de la Prestation de Service Unique (PSU)** (soit environ 90 millions d'euros) pour soutenir immédiatement les trésoreries des EAJE de France...* »

Cette demande était motivée par l'insuffisance des récentes revalorisations de la PSU prévues par la COG (+0,04 % en 2025, + 0,63% en 2026, + 0,61% en 2027), les importantes recettes non-utilisées dans la création de places (au moins 200 millions en 25, 222 millions en 24, 313 millions en 23) et la hausse continue des charges qui pèsent sur les EAJE (hausse du SMIC de +3,14 %, ILC +2,01 %, ILAT +2,69 %, inflation à 1,8 %) depuis plusieurs années.

Le 12 novembre 2025, les Ministres annonçaient à l'Assemblée nationale une revalorisation de 2% pour 2025 et renouvelait régulièrement cette annonce dans les médias.

Le bureau du comité de filière petite enfance constate que cette annonce ministérielle forte correspondant à une bouffée d'air pour les crèches PSU de tous statuts s'est traduite en décision technique largement inférieure : de l'ordre de 1% en moyenne (moins de 2% pour les crèches ayant la plus faible différence entre les heures réservées et réalisées, 0% pour celles ayant un écart de +120%).

Le bureau du **Comité de filière Petite Enfance appelle le gouvernement à respecter ses engagements et à revaloriser la PSU de + 2% pour 2025.**

En conséquence, le bureau du Comité de filière Petite Enfance renouvelle sa demande du 2 juillet 2025 de **réaffectation de 200 millions d'euros non consommés en 2025 au bénéfice d'une augmentation exceptionnelle réelle de 2 % de la PSU pour 2025 (soit environ 90 millions d'euros), pour soutenir immédiatement les trésoreries de toutes les crèches PSU de France, comme annoncée par les Ministres.**

## **Annexe - Assemblée nationale – compte-rendu officiel des débats – 12 novembre 2025**

Mme **Stéphanie Rist, ministre de la santé, des familles**, de l'autonomie et des personnes handicapées : *« Je commencerai par la question du rapporteur général qui nous interpelle sur l'augmentation de la PSU pour les crèches. C'est une priorité du gouvernement : avec Amélie de Montchalin, nous avons pris la décision de revaloriser de 2 % pour 2025 cette aide au fonctionnement des crèches, afin de confirmer l'engagement du gouvernement en matière de garde d'enfants. »*

Mme **Amélie de Montchalin, ministre des Comptes publics** : *« Je souhaite simplement revenir sur la revalorisation de 2 % de la PSU, annoncée par ma collègue Rist. La PSU constitue une aide au fonctionnement des crèches, versée par les caisses d'allocations familiales (CAF), qui y consacrent près de 5 milliards d'euros chaque année. Ce financement des CAF complète celui des communes, qui assument également une part importante du coût de fonctionnement de ces structures.*

*La PSU permet de conserver un caractère social à la tarification des crèches. Plus un ménage est modeste, plus la CAF prend en charge une part importante du coût horaire ; à l'inverse, plus le ménage est aisé, plus le reste à charge pour la famille est élevé.*

*Jusqu'à présent, les crèches attendaient une revalorisation du tarif horaire de 0,04 %, mais nous proposons de la porter à 2 %. Elle sera versée rétroactivement en mars 2026, car c'est au mois de mars que la CAF établit les comptes. Elle reversera alors pour toutes les heures de l'année 2025 un montant correspondant à 2 % du tarif par heure effectuée. Il s'agit donc d'une revalorisation pérenne. Concrètement, le gouvernement proposera au conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales un amendement pour que cette revalorisation ait lieu. Elle sera financée par la branche famille. Ce financement tient au fait que le Fonds national d'action sociale (Fnas) a reçu un peu de moins de demandes en 2025.*

*Notre choix est de donner la priorité à la petite enfance pour être cohérent avec une orientation que les uns et les autres ont défendue : soutenir en priorité les familles avec de plus jeunes enfants, ce qui peut favoriser la natalité et les modes de garde. Je rappelle que la CAF, dans le cadre de sa convention d'objectifs et de gestion 2023-2027, peut financer jusqu'à 20 000 euros le berceau. Autrement dit, quand dans une commune vous entendez les familles dire qu'il faut plus de places en crèche, les maires peuvent recevoir un soutien à l'investissement de 20 000 euros par berceau créé. Vous voyez qu'il s'agit d'une politique d'ensemble remarquable par son ampleur, car elle comprend une aide massive à l'investissement et une aide au fonctionnement revalorisée de 2 % rétroactivement pour 2025. Il y a là des preuves de l'engagement de ce gouvernement pour soutenir toutes les familles de manière juste, équitable et lisible pour nos concitoyens. »*